



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 9 juillet 2013
Numéro 375

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

L’Egypte entre le sang et la solution constitutionnelle

An Nahar (proche du 14-Mars)

L’aube sanglant creuse le fossé en Egypte.

Déclaration constitutionnelle avec un calendrier pour la période transitoire

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Salam: Le cabinet d’ici dix jours

Al Joumhouria (propriété d’Elias Murr)

Pétition parlementaire pour proroger le mandat de Kahwaji

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Les forces armées préviennent les «Frères» de ne pas porter atteinte à la sécurité nationale

L’Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Guerre ouverte entre l’armée et les «ikhwans»

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

Le président Assad: Le plus important est de trouver des canaux de communication entre les responsables et le peuple

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Les affrontements devant la Garde républicaine torpillent la formation du gouvernement

L’événement

Attentat terroriste dans la banlieue sud de Beyrouth

Au premier jour du mois de ramadan, un attentat terroriste a visé mardi matin le quartier de Bir al-Abed, au cœur de la banlieue sud de Beyrouth, faisant une cinquantaine de blessés légers, dont de nombreux enfants, et d’importants dégâts matériels.

La bombe, évaluée à 40 kilogrammes, était placée dans une voiture garée dans un parking près de la Coopérative islamique. La puissante explosion, entendue à Beyrouth, a détruit une vingtaine de voitures et a soufflé les vitres des appartements dans un rayon de 100 mètres, provoquant un cratère de 2 mètres de profondeur.

La défense civile est arrivée sur les lieux pour éteindre les incendies qui se sont déclarés dans les voitures, et les ambulances ont évacué les blessés vers les hôpitaux.

Des unités de l’Armée libanaise ont établi un cordon de sécurité, empêchant les civils d’approcher. Des artificiers et des experts sont ensuite arrivés, ont dressé une tente au dessus du lieu de l’explosion et ont commencé leur enquête.

Cet attentat intervient un mois et demi après le tir de deux roquettes contre Mar Mikhael, dans le sillage de menaces proférées par les rebelles syriens de s’en prendre à certaines régions libanaises. Un des porte-parole de l’Armée syrienne libre, Salim el-Dada, a d’ailleurs déclaré, mardi, que «cet attentat a été perpétré par une unité de l’ASL».

De nombreuses personnalités officielles et politiques ont réagi ou se sont rendues sur les lieux de l’explosion pour exprimer leur solidarité avec les habitants de la région et dénoncer «ce crime».

Le président Michel Sleiman a vivement condamné l’attentat qui «nous rappelle les épisodes noirs de la guerre libanaise et que les Libanais veulent effacer de leur mémoire».

Le président de la Chambre, Nabih Berry, a estimé que «cet attentat visait à semer la mort et les destructions et à provoquer des dissensions entre les Libanais.»

L’ancien Premier ministre Saad Hariri a condamné l’attentat qu’il a qualifié d’«acte criminel». Selon lui, «l’ennemi israélien tente d’engendrer une dissension au Liban en menant des opérations terroristes».

Le ministre de l’Intérieur Marwan Charbel a estimé que l’objectif de cet attentat est de «détruire le pays». «Ils veulent engendrer un conflit entre sunnites et chiites», a estimé M. Charbel qui s’est rendu sur place.

Le député du Courant patriotique libre (CPL), Alain Aoun, qui s’est également rendu sur les lieux, a estimé que l’attentat vise à propager au Liban les dissensions confessionnelles qui sévissent dans la région. «Nous devons tous prendre conscience de la dangerosité de la situation et nous unir pour éviter tout débordement», a-t-il déclaré.

Le député du Hezbollah, Ali Ammar, a accusé Israël d’être derrière l’explosion. «Cet acte lâche porte l’empreinte d’Israël et de ses alliés. Personne ne réussira à porter atteinte aux principes de la Résistance», a-t-il dit.

Même état d’esprit chez les habitants. «La banlieue sud a été complètement détruite lors de la guerre de juillet 2006. Comparée aux bombardements, cette explosion n’est qu’un pétard. Nous n’allons jamais baisser les bras, rien ne nous fait peur», a lancé un habitant de Bir el-Abed, interviewé par une télévision. «Nous allons continuer à résister, nous n’avons pas peur!», a renchéri une femme. «Les responsables de cet attentat sont des terroristes qui veulent provoquer la discorde au Liban. Ils incitent chaque jour à la haine interconfessionnelle», a estimé un autre habitant.

Entretemps, des dizaines de personnes ont manifesté sur les lieux de l’attentat en brandissant des portraits du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, et en scandant des slogans à la gloire de la Résistance.

Al Joumhouria

Selon des informations sûres, plusieurs blocs parlementaires s'apprêtent à présenter au chef du Législatif, Nabih Berry, une pétition appelant à la tenue d'une séance parlementaire pour adopter une loi prorogeant le mandat du commandant en chef de l'Armée libanaise, le général Jean Kahwaji, qui passe à la retraite en septembre prochain. La pétition estime que le vide à la tête de l'institution militaire risque de plonger le Liban dans le chaos et l'instabilité.

L'un des initiateurs de cette pétition a exprimé la crainte de «l'existence d'un complot ciblant l'armée ayant pour objectif de provoquer le vide à sa tête», estimant qu'aucun bloc parlementaire ne peut s'opposer à la prorogation du mandat de Kahwaji et du chef d'état-major, le général Walid Sleiman, qui doit quitter son poste le 8 août». «Ceux qui boycotteront cette séance apparaîtront comme des complices dans ce plan», a ajouté la même source.

Al Akhbar

Le Premier ministre désigné a affirmé qu'il n'y avait rien de nouveau au niveau des démarches pour la formation d'un nouveau gouvernement et qu'il poursuivait ses efforts. Cependant, M. Tammam Salam a informé hier le président de la République, Michel Sleiman, qu'il comptait entreprendre un nouveau round de négociations avec les différentes forces politiques dans les prochains jours et qu'il reviendrait d'ici une semaine à dix jours pour lui proposer une formule de gouvernement. Un échange a eu lieu entre MM. Sleiman et Salam autour de cette question, au cours duquel le chef de l'Etat a informé le Premier ministre désigné que le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, restait opposé à un gouvernement de fait accompli, que les forces du 8-Mars restent déterminées à obtenir le tiers de blocage et que le Courant du futur et derrière lui l'Arabie saoudite, refuse la participation du Hezbollah au cabinet.

Des sources concernées par la formation du gouvernement affirment qu'une partie des forces du 14-Mars pensent qu'en mettant M. Joumblatt devant le fait accompli, le chef du PSP changerait d'avis et accepterait un gouvernement de fait accompli. Toutefois, des sources centristes assurent que M. Joumblatt ne changera pas d'avis, d'autant que les circonstances internes et régionales entourant les démarches de formations du cabinet n'ont pas changé.

Al Hayat

Selon des sources parlementaires, le président du Parlement, Nabih Berry, a assuré devant ses visiteurs qu'il n'avait pas «trahi» le chef du Bloc du changement et de la réforme, Michel Aoun, au sujet de la prorogation du mandat du commandant en chef de l'Armée libanaise, le général Jean Kahwaji. «J'ai exprimé mon soutien à la prorogation depuis des mois devant les députés Ibrahim Kanaan et Hagop Pakradounian, je n'ai donc pas changé de position», a dit M. Berry avant d'ajouter: «J'étais favorable à la prorogation du mandat du général Achraf Rifi (à la tête des Forces de sécurité intérieure, ndlr) après l'assassinat du général Wissam al-Hassan en raison de ses prises de positions justes après l'attentat. Mais je ne sais pas pourquoi il a ensuite exprimé sur les chaînes de télévision des positions dont il aurait pu se passer.»

M. Berry a indiqué que «la polémique entourant la question des séances parlementaires ne pourra être réglée qu'à travers l'accélération des démarches pour la formation d'un nouveau gouvernement, bien que les concertations entreprises par le Premier ministre désigné n'ont rien donné jusqu'à présent».

ILS ONT DIT...

Michel Sleiman, président de la République libanaise

«Le fait de demander des comptes à l'armée pour les erreurs qu'elle a pu commettre dans le feu des affrontements ne doit pas aller de pair avec une mise en question du rôle national de l'armée ni ne doit se transformer en campagne politique contre ce rôle que tous reconnaissent et sur lequel toutes les parties comptent, à l'heure où les officiers et soldats se déploient dans toutes les régions et aux frontières. Il faut laisser les erreurs individuelles à l'armée, qui saura prendre les mesures nécessaires aux niveaux judiciaire et militaire.

Ali Mokdad, député du Hezbollah

«Ceux qui ont contribué à tuer les martyrs de l'armée sont des complices du crime. Ne se contentant pas de dénoncer le Hezbollah, ils s'en sont pris à l'armée. Saïda est devenue un lieu de pèlerinage, non pour ceux qui soutiennent l'armée, mais pour ceux qui soutiennent les politiques de la discorde. Ne pariez pas sur quelque changement régional qui soit dans votre intérêt.

Ziad Assouad, député du Courant patriotique libre

«C'est le Courant du futur qui est responsable de l'émergence du phénomène al-Assir. Nagib Mikati est le plus confessionnel, et c'est lui qui a limité la marge de manœuvre de l'armée. Il est subordonné au Futur et ce n'est pas vrai qu'il est indépendant.

Un second «prisonnier X» détenu en Israël

Un prisonnier «X» est détenu au secret en Israël, ont indiqué mardi les médias en citant un rapport sur les circonstances du suicide d'un agent du Mossad australo-israélien qui était détenu dans la même prison. Ce prisonnier «X», dont l'identité et la nationalité n'ont pas été précisées, était détenu dans une cellule d'isolement total située près de celle de Ben Zygier, lui aussi surnommé prisonnier «X», qui s'est pendu en décembre 2010, a précisé la radio publique. Les médias n'ont pas été en mesure de préciser si ce deuxième prisonnier était encore détenu et quelles étaient les charges qui pesaient contre lui. Un avocat Me Avigdor Feldman, qui a rendu visite à Ben Zygier avant sa mort et qui est spécialisé dans les affaires de renseignements a pour sa part affirmé que les détenus classés «X» ont trois points communs. «Ils sont israéliens, ils travaillaient dans des institutions liées à la sécurité dont les activités sont couvertes par le secret et leur détention témoigne de l'échec de ces institutions, qui n'ont pas été capables d'empêcher les délits pour lesquels ces agents sont détenus», a ajouté Me Feldman à la radio militaire. L'existence d'un deuxième «prisonnier X» a été révélée à la suite de la levée de la censure sur le rapport d'un tribunal concernant la mort de Ben Zygier. Ce document révèle qu'une des trois cameras placées dans la cellule de ce détenu était en panne et qu'aucun gardien de prison ne se trouvait dans la salle de contrôle des écrans au moment où Ben Zygier s'est pendu. Ben Zygier aurait livré des informations au Hezbollah, alors qu'il travaillait pour le service de renseignements israéliens, le Mossad, livrant notamment les noms d'au moins deux informateurs d'Israël, a rapporté en mars l'hebdomadaire allemand Der Spiegel.

An Nahar

Les milieux de la commission ministérielle chargée du suivi du dossier des otages libanais détenus en Syrie ont indiqué que les négociations menées par le directeur de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, avec les ravisseurs, ont abouti à un accord quasi-définitif. L'arrangement conclu prévoit la libération des neuf otages en deux temps, en contrepartie de la libération par les autorités syriennes des détenues réclamées par le «Bataillon de la tempête du nord». Dans un premier temps, quatre ou cinq otages libanais seront remis en liberté alors que la moitié des prisonnières syriennes seront relaxées. La deuxième phase devrait avoir lieu peu de temps après la première étape. Les mêmes milieux n'ont pas évoqué la date de la mise en exécution de cet accord de crainte que des imprévus de dernière minute ne viennent le compromettre.

Al Anba' (Site du Parti socialiste progressiste)

Walid Joumblatt, leader druze libanais

Contrairement au slogan brandi par le 14-Mars «Halte à la peur», nous préférons brandir celui de la crainte et de la vigilance, parce que celui qui ne craint pas pour l'avenir du Liban à cause des défis croissants qui l'entourent est irrationnel et irresponsable. Si certains, parmi les (deux) parties au conflit, prennent plaisir, sans aucune précaution, aux jeux du bord du gouffre, nous annonçons franchement que nous sommes inquiets. Il faut éviter le vide qui risque de s'étendre à toutes les institutions de l'État et notamment à l'armée.

Certains arrogants au sein du bureau de la Chambre sont revenus sur l'accord relatif à l'ordre du jour de la réunion parlementaire, dont un des principaux articles se rapporte à la prorogation des mandats du commandant en chef et du chef d'état-major de l'armée. Ces personnes ne se soucient pas de l'état-major parce qu'elles planent haut dans les sphères supérieures, en distribuant à droite et à gauche des théories politiques sur les raisons pour lesquelles il faut rejeter la peur, comme si elles voulaient sanctionner le commandant en chef et le chef d'état-major de l'armée pour le rôle assumé par les forces régulières au niveau de la préservation de la sécurité et de la stabilité. La poursuite des provocations contre l'armée, la déformation de ses réalisations qualitatives à Abra et l'insistance pour l'ouverture d'une enquête au sujet d'abus mortels commis, certes condamnables, mais réglés, sont inacceptables. Les mesures qui s'imposent ont été prises contre les contrevenants. Que faut-il faire de plus? Les surenchères politiques et populistes visant à dissocier Saïda de son passé glorieux de résistance contre Israël suscitent des craintes. Nous redoutons que le courant extrémiste ne se développe et ne s'étende au détriment du courant modéré et que la raison arabe ne devienne prisonnière de celle, malade, d'Assir.

Nous craignons une discorde politique et communautaire, quelle que soit son origine, parce qu'elle risque de pousser les Libanais à s'entre-tuer de nouveau, ainsi qu'à un prolongement du vide au niveau de l'exécutif à cause des conditions rédhitoires posées par les deux parties et du refus de chacune d'elles de faire des concessions, aussi minimes soient-elles.

Reuters (Agence de presse britannique)

Les commissions du renseignement du Congrès américain bloquent le projet de livraisons d'armes aux rebelles qui combattent le régime syrien de Bachar el-Assad par crainte que celles-ci ne terminent entre les mains d'islamistes radicaux, ont dit cinq sources des services de sécurité fédéraux.

La commission de la Chambre des représentants et celle du Sénat ont toutes deux émis des réserves lors de l'examen à huis clos du projet de Barack Obama de livrer des armes sophistiquées aux insurgés syriens. Aucune des armes promises par Washington il y a plusieurs semaines n'a encore été livrée en Syrie, a précisé un dirigeant arabe et des sources au sein de l'opposition.

La possibilité que ces armes terminent entre les mains des groupes radicaux, comme le Front al Nosra, lié à el-Qaeda, a été mise en avant par les membres démocrates comme républicains des deux commissions. Les élus ont également demandé à l'administration Obama des précisions sur sa vision de la situation politique en Syrie, et de l'impact que les livraisons d'armes pourraient avoir sur le terrain. Les financements que la Maison blanche avait demandé au Congrès de débloquer pour payer les livraisons d'armes ont par conséquent été temporairement gelés, ont dit les sources.